

print

Le président français soutient les intérêts patronaux et la guerre au Mali durant sa visite en Algérie

De [Alex Lantier](#)

Global Research, janvier 08, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/le-president-francais-soutient-les-interets-patronaux-et-la-guerre-au-mali-durant-sa-visite-en-algerie/5318171>

Les 19-20 décembre, le président français François Hollande a fait une visite de 36 heures en Algérie, pour étendre les liens militaires et commerciaux entre la France et son ancienne colonie.

Les relations franco-algériennes sont une question explosive dans les deux pays. La France a dominé l'Algérie de 1830 à 1962, menant une guerre brutale de 1954 à 1962 qui a coûté la vie à un demi-million de personnes dans une tentative ratée de maintenir son autorité sur le pays. Les deux pays sont néanmoins toujours étroitement liés : 560 000 algériens vivent en France, avec des millions de français d'origine algérienne, et plus d'un million d'ex-colons français d'Algérie qui ont regagné la France après 1962.

Hollande a déclaré tout de go à son arrivée qu'il n'y aurait aucune « repentance ni excuses » pour la domination coloniale française en Algérie.



Dans un discours prononcé hier devant le Parlement algérien, Hollande a platement reconnu que le massacre de Sétif en 1945 d'une révolte algérienne par des troupes françaises avait bien eu lieu. Il n'a cependant fait qu'une brève allusion à la torture et n'a pas mentionné son utilisation durant la guerre d'Algérie de 1954 à 1962. Il a appelé à une « coopération » entre la France et l'Algérie pour la recherche historique sur la guerre d'Algérie et a fait de vagues propositions pour un « meilleur accueil » des Algériens demandant un visa pour se rendre en France.

La position de Hollande était un retournement de veste cynique par rapport à la position qu'il avait présentée avant de se lancer dans la course à la présidence, lorsqu'il affirmait que la France devait des « excuses » à l'Algérie. Le retournement de Hollande reflète pour partie le fait que le Parti socialiste (PS) est profondément impliqué dans les crimes de l'impérialisme en Algérie. Hollande est entré dans la

vie politique comme assistant du président PS François Mitterrand qui, à l'époque ministre du gouvernement social-démocrate du Premier ministre Guy Mollet, avait contribué à l'application des peines de mort prononcées contre des combattants de l'indépendance algérienne par les forces françaises.

Si Hollande ne peut pas présenter d'excuses pour les 132 ans d'oppression du peuple algérien, c'est en premier lieu parce que ses ouvertures actuelles vers Alger font aussi partie d'une politique impérialiste criminelle. Après avoir joué un rôle de premier plan pour lancer la guerre sanglante de l'OTAN contre la Libye voisine en 2011, et la guerre actuelle par procuration des États-Unis contre la Syrie, également une ancienne colonie française, Paris cherche à mener une restructuration néo-coloniale de ses relations avec l'Algérie. Dans ce cadre, les plans d'une invasion du Mali, encore une autre ex-colonie française – jouent un rôle central.

Pour sa part, Alger a signalé qu'il envisage des relations plus étroites avec la France. Les conseillers du président Abdelaziz Bouteflika ont déclaré au *Monde* que Bouteflika « a vraiment la volonté » de produire une « image de concorde » avec Paris.

Un ex-dirigeant de la compagnie nationale algérienne d'énergie Sonatrach, Mourad Preure, a dit la même chose dans un entretien accordé à *l'Humanité*, le quotidien du Parti communiste français (PCF) stalinien. Demandant des liens plus étroits entre Sonatrach et ses homologues françaises, il a déclaré : « L'Algérie veut réussir son entrée dans la nouvelle économie. Elle peut le faire dans le cadre d'un partenariat de type nouveau avec la France, qui est à la recherche d'une demande solvable pour relancer son économie, donner un élan vital à ses entreprises asphyxiées par la politique de rigueur. »

Exportatrice majeure d'énergie, et notamment de gaz naturel, l'Algérie a amassé 200 milliards de dollars en monnaies étrangères. Alors que ces fonds ne sont pas utilisés pour aider la classe ouvrière algérienne appauvrie, ils constituent un marché attractif à piller pour les grandes entreprises. Durant sa visite, Hollande a voyagé avec une cour de près de 200 personnes, dont neuf ministres et 40 dirigeants de grands groupes. Le Premier ministre algérien Abdelmalek Sellal a annoncé de multiples accords portant notamment sur la défense, l'industrie, l'agriculture, la culture, l'éducation et les programmes de formation professionnelle.

Renault, dont les ventes sont en baisse dans le contexte du ralentissement économique en Europe et des coupes budgétaires dictées par l'Union européenne (UE), a établi une usine automobile à Oran pour produire 75 000 véhicules par an pour le marché algérien. La compagnie d'énergie française Total est également en lice pour un projet à 5 milliards de dollars portant sur de l'éthane.

Avant tout, Hollande a cherché à développer des relations militaires et stratégiques avec Alger et à recevoir son soutien pour une intervention militaire au Mali, le voisin de l'Algérie au Sud. Paris insiste pour changement radical de la politique algérienne, qui, au moins publiquement, a été jusqu'à présent opposée aux interventions extérieures au Sahel, et pour une participation algérienne à une invasion du Mali pour le compte des impérialistes.

Le Mali a été désigné comme cible pour une intervention en mars, après que des milices nationalistes touarègues fuyant les forces des Libyens contrôlés par l'OTAN et liés à Al-Quaïda ont pris le contrôle de grandes parties du Nord du Mali contre le gouvernement central de Bamako. Les États-Unis, la France, et les autres puissances européennes ont envoyées des forces spéciales et des moyens aériens dans la région, et ils envisagent de superviser une invasion pour laquelle les états d'Afrique de l'Ouest, dont l'Algérie, pourraient fournir des troupes.

Le régime algérien a de sérieuses réserves sur sa participation à une telle opération, liées aux vicissitudes de la Guerre civile algérienne de 1991 à 2002. Cette guerre avait éclaté après que l'armée eut annulé les élections de 1991 à la suite du premier tour, dans lequel le Front islamique du salut (FIS) avait devancé le Front de libération nationale (FLN). Les forces islamistes, dont des groupes liés à Al-Quaïda comme le Groupe islamique armé (GIA) et le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), menèrent une décennie de guerre contre l'armée.

Alger craindrait que l'invasion du Nord Mali ne pousse les forces liées à Al-Quaïda au Mali à passer la frontière désertique poreuse avec l'Algérie, ou n'encourage les forces d'Al-Quaïda en Algérie elle-même à lancer des attaques à la bombe en représailles.

Néanmoins, il y a des signes de plus en plus nets d'une collaboration entre Alger et les puissances impérialistes au Mali. Les forces de la CIA sont déjà stationnées à Alger, et d'après certains reportages, les troupes algériennes sont déjà secrètement à l'œuvre au Nord du Mali. (Lire : [La France accentue la pression pour une intervention militaire au Mali](#)).

Le 13 décembre, Bouteflika a discuté du terrorisme dans la région, commentant que cela serait « bien venu pour le Mali de recevoir de l'aide de la communauté internationale pour l'éradiquer. »

Visitant l'Algérie mercredi, Hollande a dit, « L'Algérie a lutté contre le terrorisme et elle est en train de nous livrer son expérience. Le président Bouteflika et moi-même sommes en convergence de vues » pour le traitement de la crise du Mali. »

Hier, le conseil de sécurité de l'ONU a unanimement adopté une résolution autorisant « pour une période initiale d'un an » le déploiement de forces internationales au Mali pour lutter contre les forces islamistes sur place.

À lire également :

[La torture pendant la guerre d'Algérie \(1954-1962\) Le rôle de l'armée française hier et aujourd'hui](#)

[9 avril 2001]

Article original, [WSWS](#), paru le 21 décembre 2012

Copyright © 2013 Global Research